



Poitiers le 17 avril 2020

L'Intersyndicale des retraité-es de la Vienne

à

Madame la Préfète de la Vienne

Contact : Michel Bonté- mbonte@wanadoo.fr

Les organisations de retraités CGT, FO, FSU et FGR-FP de la Vienne s'adressent à vous solennellement pour vous faire part de leurs plus vives inquiétudes concernant les conséquences de la crise sanitaire et de leur colère concernant sa gestion.

Même si la Vienne semble temporairement un peu moins impactée par la pandémie, en qualité d'organisations de retraité.es, nous sommes extrêmement préoccupé.es par les perturbations que traverse l'ensemble de la population qui se voit réduite au minimum de la relation sociale, ce qui entraîne troubles ou souffrances physiques et psychologiques, et par le creusement d'inégalités qui viennent trop souvent s'ajouter aux inégalités déjà existantes.

L'affichage, chaque jour, du nombre de personnes atteintes du covid 19 et, plus tragique, du nombre de celles décédées nous bouleverse et nous interroge fortement. Les victimes sont principalement des retraité.es âgé.es. Alors que, dès le départ - et dès avant le 15 mars -, nous savions, vous saviez, la fragilité de ces femmes et de ces hommes ; comment a-t-il été possible d'atteindre une telle hécatombe, notamment dans les EHPAD, structures censées les protéger ?

Une situation qui nous scandalise

Dès le début de la crise, il est apparu un manque de matériel de protection de première urgence aux conséquences dramatiques. Manque de masques, manque de produits nettoyants, manques de gants, pratiquement aucun moyen de dépistage. Très vite, les possibilités d'accueil dans les hôpitaux se sont révélées saturées par manque de lits, de personnel, de respirateurs et même de médicaments ! Autant de manquements pourtant au cœur des mobilisations et des revendications des personnels dans les urgences, les hôpitaux, les EHPAD ces dernières années ; actions soutenues par les retraité.es, et leurs organisations, qui, dans leurs manifestations et leurs interpellations des pouvoirs publics et politiques ne cessent de réclamer les moyens d'un accès renforcé aux soins.

Le 4 décembre dernier, nos organisations vous alertaient directement au cours d'une audience sur ces sujets, mettant en avant notre impatience de voir enfin le vote d'une loi «grand âge», sans cesse repoussée, pour venir en aide aux millions de personnes en perte d'autonomie dans les EHPAD comme à domicile. Elles recommandaient même à votre représentant - qui en ignorait l'existence - de consulter les rapports de M. Libault et celui de Mme El Khomri qui indiquaient clairement aussi bien les besoins que l'urgence.

Depuis, le gouvernement ne cesse d'annoncer que le matériel nécessaire arrive. Pourtant nous constatons, jour après jour, de nombreuses situations où le manque de protections élémentaires perdure !

De nombreuses questions se posent à nous, parmi lesquelles

- Quelles sont les mesures envisagées pour notre département ?
- Quand une couverture réelle des besoins dans les structures d'accueil sanitaires et sociales sera-t-elle assurée ?
- Quelles sont vos actions pour assurer la vie et la santé des personnes les plus âgées, des personnes les plus exposées aux risques épidémiques ?

- Le taux de mortalité élevé dans cette catégorie de la population représentant pourtant le tiers de la population française serait-il considéré comme inévitable ou pire, acceptable ?

Certes, le dévouement et l'engagement des professionnels méritent notre soutien et notre reconnaissance mais ils méritent en premier lieu l'attribution des moyens indispensables à l'exercice de leur mission et à leur sécurité !

- Le risque d'isolement, particulièrement pour les personnes âgées, nécessite une veille de tous les instants qu'il vous appartient d'organiser et de suivre par la mise en œuvre du plan « d'alerte et d'urgence ». Est-il actif sur l'ensemble du territoire départemental ?
- Nous sommes reconnues comme organisations représentatives des retraité.es. Pourquoi à ce jour ne nous avez-vous jamais tenus informés de l'évolution de la situation sanitaire dans la Vienne ?

Pour le déconfinement de la population et des retraité.es en particulier, dans un département rural et âgé comme le nôtre, nous souhaitons être associés aux débats et décisions qui vont impacter beaucoup la population que nous représentons.

Ceci pose en même temps, pour nous, la question « du jour d'après » en termes généraux de quelle Société et plus précisément de quels Services Publics, de quelle ruralité, de quelles propositions pour le grand âge, la perte d'autonomie, et les déserts médicaux mais aussi de pourvoir d'achat, de fracture numérique, etc... pour lesquelles nous avons nombre de propositions à verser au débat.

Cette pandémie révèle au grand jour les conséquences des politiques de santé menées depuis de nombreuses années au nom de la sacro-sainte réduction des déficits publics et des économies budgétaires : près de 100 000 lits ont été fermés dans les hôpitaux en 20 ans. La déstructuration du réseau sanitaire qui en découle touche aussi notre département provoquant l'apparition de déserts médicaux ainsi que l'éloignement et l'engorgement des urgences hospitalières et, dans la période existante, une extrême difficulté du suivi médical des pathologies médicales autres que le COVID.

Dans les EHPAD, on est encore très loin du taux salariés reconnu nécessaire de 1 salarié pour 1 résident qui aurait contribué à une bien meilleure prise en charge de nos aîné.es, les EHPAD ne disposant d'aucun vivier de réserve à mobiliser.

Aujourd'hui, nous vérifions dans la douleur et la colère la triste pertinence de nos revendications. Nous exigeons que toutes les mesures soient prises pour, en urgence, doter la population des moyens de sa préservation sanitaire, de protection contre toutes les précarités que cette crise produit ou accentue.

La terrible crise épidémique que connaît notre pays doit amener, à l'évidence, les pouvoirs publics à adopter une tout autre approche en matière de dispositifs de santé publique. Nous y veillerons ! La qualité d'une politique se mesure à l'aune de sa réactivité et de l'attention qu'elle porte aux plus fragiles.

Nous vous assurons, Madame la Préfète, de notre vigilance et de notre détermination, et vous prions d'agréer l'expression de notre considération.

Pour la CGT, Jean-Paul Dampuré
Pour la FGR, Sergé Garaté
Pour FO, Yvette Courtois
Pour la FSU, Michel Bonté

